

NARDOS BEKELE-THOMAS

Coordinatrice résidente des Nations Unies en Afrique du Sud

Brian A. GALLAGHER

Je vais tout d'abord m'adresser à Nardos Bekele-Thomas, qui est la coordonnatrice résidente des Nations Unies en Afrique du Sud. Elle a aussi été en poste dans de nombreux pays d'Afrique, et également, ce qui est intéressant, au Bureau du Secrétariat Général des Nations Unies. Elle a donc une vaste expérience, aussi bien au niveau des Nations Unies que sur le terrain. Nardos, pourriez-vous nous faire part de votre point de vue concernant les défis et les opportunités aux niveaux régional, national et global.

Nardos BEKELE-THOMAS

Merci beaucoup. Je vais commencer par tout remettre en contexte par rapport aux derniers développements exposés lors de l'Assemblée générale il y a tout juste trois semaines. Comme vous le savez peut-être, il y a eu une conférence générale portant sur les soins de santé universels. De cette conférence, j'ai retenu sept points.

Premièrement, pour que les soins de santé universels se concrétisent partout dans le monde, nous avons besoin d'un leadership politique, un leadership politique à tous les niveaux. Un leadership politique qui assure la coordination entre les gouvernements, avec des liens à la fois verticaux (entre les gouvernements nationaux et locaux) et horizontaux (entre les ministères sectoriels). La couverture sanitaire universelle n'est pas de la seule responsabilité du ministre de la Santé. Elle est de la responsabilité de tous les ministres et instances gouvernementales locales.

Le deuxième point est que nous devons réaffirmer et soutenir le programme « leave no one behind » (ne laisser personne de côté) dans tous les aspects des efforts de développement. C'est le principe directeur des Objectifs de développement durable (ODD) : promouvoir l'égalité et l'équité. Nous ne pouvons pas dispenser des soins de santé médiocres aux personnes marginalisées, aux personnes pauvres. Elles ont droit à une vie saine et à l'accès à un service de santé intégré et de qualité.

Le troisième point est la qualité. La qualité est très importante parce qu'avec les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), vous avez tout à fait raison, Brian, nous avons fourni des services de santé de base en Afrique. Il existe des centres de soins de base partout en Afrique, mais leur qualité laisse à désirer. Les Africains ont besoin de services de soins de qualité et le gouvernement doit s'assurer de la fourniture de ces services.

Le quatrième point a trait aux réglementations et à la législation. Nous devons veiller à ce que les services de santé et le statut des professionnels de la santé soient clairement réglementés. Cette réglementation doit intervenir non seulement du point de vue des services, mais aussi, comme évoqué ce matin, du point de vue de la gestion : gestion des hôpitaux, gestion des stocks de médicaments, etc.

Le cinquième point a trait à la capacité. Nous devons nous attaquer aux problèmes de capacité, notamment en ce qui concerne l'infrastructure, la gestion et la formation de professionnels. Nous avons besoin de professionnels formés et compétents pour les services de soins. Nous avons besoin d'une infrastructure appropriée et de la capacité de gestion nous permettant d'assurer la fourniture efficiente et efficace des services de santé.

Le sixième point, qui est un point essentiel, est la nécessité d'investir et d'investir mieux que ce que nous avons fait jusqu'à présent. L'engagement des 15 %, à savoir, allouer 15 % du budget national à la santé, n'est pas entièrement respecté, à l'exception de quelques pays. Nous devons donc investir dans la transparence et avec responsabilité.

Enfin, le septième point a trait au fait que nous devons progresser ensemble. Pour assurer les services de santé, nos gouvernements, nos établissements de recherche, nos institutions technologiques, nos universités et nos partenaires de développement doivent ensemble, tenir leurs promesses et respecter les pactes sociaux, de façon intégrée et coordonnée.

Je vais vous donner l'exemple de l'Afrique du Sud, où je travaille actuellement. Les gens pensent que l'Afrique du Sud est un pays sophistiqué dont le revenu moyen est élevé. Oui, c'est un pays sophistiqué, mais il y a en fait deux pays en un seul. Il y a un pays doté d'un système de soins de santé coûteux, faisant appel à la haute technologie et qui couvre 10 à 15 % de la population. Et, il y a un pays dont les soins de santé, en termes de qualité, vont d'insuffisant à médiocre. Ce deuxième pays présente les caractéristiques de tout pays moins développé. Les services de santé de base y sont dispensés gratuitement par le gouvernement et couvrent 80 à 85 % de la population.

Nous avons 153 régimes d'assurance maladie. Chaque entreprise/organisation a l'obligation d'avoir un régime d'assurance maladie. Le gouvernement offre des soins de base et des soins hospitaliers gratuits pour tous, à condition qu'ils soient dispensés par les services de santé publics. Le secteur public est débordé, sous-financé, mal équipé et ne dispose pas du personnel adéquat et approprié pour une demande croissante.

Face à cette situation, le gouvernement a pris deux mesures importantes. La première a consisté à mettre en place un régime national d'assurance maladie afin de garantir des soins de santé de qualité pour tous. Comme je l'ai indiqué précédemment, des monopoles gèrent le secteur privé. Trois sociétés fournissent des services de haute technologie et de qualité. Leurs prix sont bien sûr exorbitants et inabornables pour un citoyen ordinaire. Le régime national d'assurance maladie a donc plusieurs objectifs. Garantir des soins de santé abordables pour tous et à tous les niveaux. Veiller à ce que chaque citoyen d'Afrique du Sud bénéficie de services de santé intégrés de qualité, depuis les soins de base jusqu'aux soins hospitaliers. Enfin assurer une bonne gestion des données afin que les informations qui les concernent et les informations sur les établissements de soins soient à la disposition des gens. Ils ont ainsi la liberté de choisir ce qu'ils veulent faire avec les informations mises à leur disposition.

C'est donc ce à quoi le gouvernement d'Afrique du Sud s'est attelé. C'est un projet extrêmement courageux et difficile. Deuxièmement, lors de son allocution sur l'état de la nation, le président a promis d'allouer chaque année 221 milliards de rands pour la mise en place de ce régime national d'assurance maladie.

Comme vous le savez, l'Afrique du Sud a un lourd fardeau à porter en matière de VIH. À l'exception du programme USAID/PEPFAR et du Fonds mondial, le gouvernement finance tous ses programmes de lutte contre le VIH. Le gouvernement est véritablement engagé dans les soins de santé universels. Malheureusement, une récente enquête dans le secteur de la santé a révélé que la corruption y représentait une perte annuelle de 22 milliards de rands. Le Président a promis de donner la priorité aux actions visant à réduire la corruption, à tous les niveaux.

Brian A. GALLAGHER

Nous reviendrons probablement sur cette question de corruption et de transparence au niveau de la gouvernance, mais l'exemple de l'Afrique du Sud avec deux pays en un et la complexité de ses problèmes est, je pense, un très bon exemple. Nous entendrons également Pierre parler du Nigeria et nous aurons ainsi l'exemple d'un pays très vaste et très complexe.